

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 20/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP**

16 rue Georges Charpak - PAT La Vatine  
BP 108  
76130 Mont-Saint-Aignan

Références : UBDEO.2025.03.77  
Code AIOT : 0005800371

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP implanté Lieudit Bremule 27440 Écouis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP
- Lieudit Bremule 27440 Écouis
- Code AIOT : 0005800371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NATUP ex - CAP SEINE Ecouis est une installation de stockage de céréales, classée SETI (Silo à Enjeux Très Importants).

Suite à la parution du décret du 26/11/2012 modifiant la rubrique n°2160, cette installation de stockage de céréales est classée à enregistrement sous la rubrique 2160-1a, pour un volume de stockage de 21 005 m<sup>3</sup> et à déclaration avec contrôle périodique, sous la rubrique 2160-2-b. Le volume de cette installation classée sous la rubrique 2160-2-b est 8 000 m<sup>3</sup>.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2012.

Pour rappel, l'installation NATUP Ecouis ne stocke ni d'engrais ni de produits phytosanitaires.

L'inspection a été menée par sondage.

Les installations visitées sont l'ensemble du site.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des installations ICPE- Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Vérification complète des installations foudre	Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Réception des ouvrages de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Mesures de bruit - rapport de mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 26/09/2012, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.1.1	Sans objet
3	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.1.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.1	Sans objet
6	Entretien des dispositifs de sécurité des appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 23.2	Sans objet
7	Nettoyage des installations	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.3	Sans objet
8	Rapport annuel du dépoussiéreur	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.4	Sans objet
9	Cuve de stockage de propane	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.5	Sans objet
10	Suivi de température	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.6	Sans objet
11	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats de la visite (liste non exhaustive) sont:

#### 1- Situation administrative du site

- Arrêt de l'activité de stockage de propane

Dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane, classée à déclaration avec contrôle périodique (rubrique n°4718), l'exploitant avait l'obligation de notifier à Monsieur le préfet de l'Eure l'arrêt de cette activité, 1 mois, avant sa cessation, conformément à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement, le site étant classé sous le régime de l'enregistrement.

Or, il n'a pas encore notifié l'arrêt de cette installation alors qu'il a planifié le démantèlement de cette cuve prochainement (semaine 10). Aussi, Il notifiera au plus tôt la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane à Monsieur le préfet de l'Eure en utilisant le Cerfa n°15275 (Formulaire 15275\*04) **[délai : 1 mois]**.

L'attestation de mise en sécurité, dite ATTES-SECUR pour cette activité classée ICPE devra être transmise à l'inspection, au plus tard, sous 1 délai d'un mois, après la cessation de cette activité conformément à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

- Arrêt de l'activité du séchoir

L'exploitant transmettra un potier à connaissance à l'inspection pour l'arrêt du séchoir. Dans ce cadre, il communiquera les mesures prises dans le cadre de l'arrêt de cette installation (mise en sécurité...) pour respecter les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement **[délai**

**: 1 mois].**

Il communiquera également le tableau des installations/activités actualisé, suite à l'arrêt du séchoir et à la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane.

#### 2-Vérification périodique des installations foudre

Pour s'assurer du bon fonctionnement du paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA), l'exploitant transmettra à l'inspection tout document justifiant la réalisation du test de ce PDA **[délai : 3 mois]**.

#### 3-Moyens de défense incendie

L'exploitant prendra contact auprès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Eure pour réceptionner la réserve incendie présente sur son site **[délai : 2 mois]**.

**Il transmettra le procès verbal (PV) de réception des ouvrages de défense incendie (réserve,...) à l'inspection.**

L'exploitant équipera cette réserve incendie d'un repère permettant d'évaluer le volume d'eau présent dans ce bassin en toutes circonstances.

Une bouée de sauvetage ou une main courante de sauvetage sera à implanter au niveau de la réserve incendie.

#### 4-Grille déformée

L'exploitant justifiera par tout document explicatif que la grille déformée au niveau des fosses de réception pour le silo ne pourra pas laisser pénétrer de corps étrangers, suite à la déformation de cette maille **[délai : 1 mois]**.

#### 5-Mesures de bruit

Même s'il n'y a pas eu de plainte pour le bruit au cours de ces 3 dernières années, l'exploitant procédera à une étude bruit pour mesurer les niveaux de bruits en période diurne et en période nocturne ainsi que l'émergence **[délai : 3 mois]**.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Liste des installations ICPE- Consistance des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations de la nomenclature des ICPE actualisée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats :</b>

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le site n'a pas fait l'objet de modifications, depuis la dernière visite d'inspection du 16/02/2022.

Il déclare que le séchoir et la cuve de propane seront mis à l'arrêt très prochainement.

- Cessation de l'activité de stockage de propane

La cuve de propane est une installation classée sous la rubrique n°4718, soumise à déclaration avec contrôle périodique en référence à l'arrêté préfectoral du 26/09/2012.

En séance, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devra notifier la cessation de cette installation de stockage de propane à Monsieur le préfet de l'Eure.

- Arrêt de l'activité du séchoir

Pour rappel, les séchoirs sont classés au titre de la rubrique n°2160 (Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières), d'après la note du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, du 26/07/2023. Aussi, le classement de la rubrique n°2160 ne sera pas modifié, suite à l'arrêt de l'activité du séchoir.

#### Etat des stocks des céréales

L'inspection a consulté l'état des stocks des céréales, du 27/02/2025 et le plan de répartition physique des cellules de stockage de céréales, du jour.

#### Grille déformée

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence d'une grille déformée pour les fosses de réception dont la taille de cette maille pourrait laisser pénétrer un corps étranger. L'exploitant a indiqué qu'il existe une surface plane comportant des mailles plus petites que celles des fosses qui permettrait de retenir les corps étrangers avant que les céréales ne soient acheminées dans les cellules de stockage du silo.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Arrêt de l'activité de l'installation de stockage de propane

Dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane, classée à déclaration avec contrôle périodique (rubrique n°4718), l'exploitant avait l'obligation de notifier à Monsieur le préfet de l'Eure l'arrêt de cette activité, 1 mois, avant sa cessation, conformément à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement, le site étant classé sous le régime de l'enregistrement.

Or, il n'a pas encore notifié l'arrêt de cette installation alors qu'il a planifié le démantèlement de cette cuve prochainement (semaine 10). Aussi, Il notifiera au plus tôt la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane à Monsieur le préfet de l'Eure en utilisant le formulaire Cerfa n°15275 (Formulaire 15275\*04) **[délai : 1 mois]**.

L'attestation de mise en sécurité, dite ATTES-SECUR pour cette activité classée ICPE devra être transmise à l'inspection, au plus tard, sous 1 délai d'un mois, après la cessation de cette activité conformément à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

##### Arrêt de l'activité du séchoir

L'exploitant transmettra un porter à connaissance à l'inspection pour l'arrêt du séchoir. Dans ce

cadre, il communiquera les mesures prises pour l'arrêt de cette installation (mise en sécurité...) visant à respecter les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement **[délai : 1 mois]**.

Il communiquera le tableau des installations/activités actualisé, suite à l'arrêt du séchoir et à la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane.

#### Grille déformée

L'exploitant justifiera par tout document explicatif que la grille déformée au niveau des fosses de réception ne pourra pas laisser pénétrer de corps étrangers, suite à la déformation de cette maille **[délai: 1 mois]**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### **N° 2 : Surveillance de l'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

#### **Constats :**

Le responsable du silo n'a pas changé, depuis la dernière visite d'inspection.  
L'inspection a consulté sa lettre de mission, daté du 12/09/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 3 : Incidents ou accidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.1.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration et analyse de l'incident/ ou l'accident

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie est signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents ou incidents. Cette analyse est tenue à la disposition de

l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection a consulté le registre d'incidents/accidents du site. Il n'y a pas eu d'incidents ou d'accidents, depuis la dernière visite du 16/02/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport annuel des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.  [..  L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes : - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ; - une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ; - les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.  Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé à la vérification périodique de ses installations électriques, le 16/05/2024 et le 03/04/2023. Le rapport de vérification des installations électriques du 03/04/2023 conclut à 4 observations dont les 4 avaient été déjà signalées. Le rapport de vérification des installations électriques du 16/05/2024 conclut à 2 observations dont les 2 avaient été déjà signalées. L'observation n°1 concerne le non fonctionnement du report de signalisation pour le Tableau Général de Basse Tension ( TGBT) du poste Haute Tension nécessitant une remise en état. L'observation n°2 est liée à un défaut d'isolement à éliminer pour le TGBT. Ces observations sont classées comme étant des écarts techniques avec une action corrective comportant un échéancier à proposer par l'exploitant. Concernant l'observation n°1, l'exploitant a mentionné que le voyant lumineux a été réparé par le service maintenance de la société NATUP. La date de cette intervention a été renseignée sur le rapport de vérification des installations électriques du 16/05/2024. Concernant l'observation n°2, l'exploitant précise qu'un plan d'investigation est en cours pour



<p>traiter cette observation.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté l'existence d'éclairage défectueux nécessitant d'être remplacé, au niveau des espaces sur-cellules du silo métallique. L'exploitant a précisé qu'une demande d'intervention a été envoyée au service maintenance pour effectuer les travaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera au remplacement de l'éclairage défectueux, au niveau des cellules (espaces sur-cellules) du silo métallique.</p> <p>Il procédera aux travaux de réparation concernant le défaut d'isolement pour le TGBT, selon son plan d'actions en cours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Vérification complète des installations foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport annuel des installations foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>[..]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;</li> <li>- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;</li> <li>- les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à la vérification de ses installations foudre, le 05/06/2024 (vérification visuelle) et le 27/02/2023 (vérification complète).</p> <p>Le rapport de vérification des installations foudre du 27/02/2023 ne met pas en évidence d'observations mais il mentionne des remarques notamment sur le parafoudre dans le TGBT monté à l'envers. Concernant ce constat, l'exploitant déclare ne pas être en accord avec ce constat car seules les écritures sont inversées.</p> <p>Lors de la vérification complète des installations foudre du 27/02/2023, aucun test du Paratonnerre à Dispositif d'amorçage (PDA) n'a été ainsi effectué en l'absence de télécommande fournie par l'exploitant.</p>

L'absence de test du PDA est une remarque récurrente, déjà formulée dans le rapport de vérification des installations foudre du 01/03/2021.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour s'assurer du bon fonctionnement du PDA, l'exploitant transmettra à l'inspection tout document justifiant la réalisation du test du PDA[délai : 3 mois].</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les tests prévus par les normes NF EN 62305-3 et NFC 17-102 doivent être réalisés lors de la vérification complète des installations foudre. Ainsi, les parafoudres à dispositif d'amorçage doivent être testés de façon périodique afin d'évaluer leur état de fonctionnement.</p> <p>Concernant le constat portant sur le parafoudre du TGBT monté à l'envers, l'exploitant se rapprochera de son prestataire pour lever cette observation formulée dans le rapport de vérification des installations foudre du 27/02/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Entretien des dispositifs de sécurité des appareils de manutention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 23.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'entretien des dispositifs de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ces programmes sont consignés dans un registre tenu adéquat.</p> <p>Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes métalliques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont formalisés sur tout document approprié.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le rapport de maintenance du 18/12/2024 pour les dispositifs de sécurité des appareils de manutention du silo (maintenance prédictive).</p> <p>La précédente visite de maintenance des appareils de manutention a été réalisée, le 11/12/2023.</p> <p>Ce rapport de maintenance conclut à 3 actions à mener de façon urgente. Lors de la visite du 11/12/2023, le nombre des actions urgentes à mener étaient au nombre de 7.</p> <p>En complément des actions sur la maintenance prédictive annuelle des appareils de manutention, l'exploitant réalise une maintenance préventive et curative pour ses appareils de manutention. Les travaux de maintenance identifiés dans le rapport de maintenance prédictive des appareils de</p>

<p>manutention du 11/12/2023 ont été réalisés, en mars et avril 2024.</p> <p>L'exploitant indique que les actions urgentes mentionnées dans le rapport de maintenance prédictive des appareils de manutention du 18/12/2024 seront traitées avant la moisson 2025.</p> <p>L'inspection a demandé à effectué des tests d'asservissement lors de la visite.</p> <p>Des tests de simulation de défauts ont été réalisés durant cette visite.</p> <p>Un test de fonctionnement a été réalisé pour vérifier le double asservissement du système d'aspiration. Il a été effectué en actionnant l'arrêt d'urgence de l'armoire d'aspiration. Le test a été effectué avec succès : Les appareils de manutention se sont arrêtés, suite à l'arrêt du système d'aspiration, après un temps de temporisation de quelques secondes.</p> <p>Pour redémarrer les appareils de manutention, l'exploitant a remis en marche l'aspiration.</p> <p>Un test d'un défaut de bourrage pour le transporteur à chaîne a été simulé. Le défaut a été signalé à l'écran au niveau de la supervision. Les autres éléments des appareils de manutention se sont mis à l'arrêt, suite à ce défaut simulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Nettoyage des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre de nettoyage des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières.</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. En particulier, les locaux électriques (centralisation des alarmes,...) et les installations du séchoir font l'objet de nettoyages dûment adaptés.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Des repères peints au sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le registre de nettoyage du site. Les dates et les zones de nettoyage sont indiquées sur ce registre de nettoyage.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les repères au sol servant à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations sont peu lisibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera au marquage des repères au sol servant à évaluer le niveau d'empoussièrement qui ont été effacés avec le temps.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Rapport annuel du dépoussiéreur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'aspiration
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant :</p> <p>toutes les parties métalliques sont reliées à la terre,</p> <p>une mesure des débits d'air est réalisée à la mise en service de l'installation et lors de toute modification du réseau d'aspiration afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage,</p> <p>les cyclo-filtres et les chambres à poussières sont implantés à l'extérieur des enceintes des stockages. Les cyclo-filtres sont munis d'évents dûment dimensionnés.</p> <p>Le système d'aspiration est correctement dimensionné en débit et en points d'aspirations (nombre et localisation).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le rapport de contrôle annuel du dépoussiéreur du 11/01/2024. Ce contrôle visait à mesurer la vitesse et le débit pour le dépoussiéreur.</p> <p>Le taux de colmatage a été évalué à 12%, lors de ce contrôle.</p> <p>Le rapport de contrôle du dépoussiéreur du 11/01/2024 mentionne que la vitesse mesurée pour les 4 points de mesure est élevée. Le vérificateur préconise le réglage des vitesses sur l'ensemble des points de captation.</p> <p>Le rapport de contrôle du dépoussiéreur ne mentionne aucune précision concernant l'interprétation des débits mesurés. L'exploitant n'a pas été en mesure d'interpréter le débit mesuré pour le dépoussiéreur, en séance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant prendra attache auprès de la société en charge de la vérification du dépoussiéreur du 11/01/2024 pour obtenir des précisions concernant les débits et les vitesses mesurés pour le dépoussiéreur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Cuve de stockage de propane**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de stockage (et ses installations connexes-canalisation,....) doit être dûment protégée par tout dispositif adéquat vis-à-vis des heurts de véhicules et est implantée au sein d'une clôture grillagée.</p>

<p>L'exploitant doit mettre en œuvre et avec une cinétique appropriée des moyens de refroidissement (installation de sprinklage,...) de la cuve de propane, en cas d'une inflammation/incendie d'un stockage de céréales,...</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre une organisation telle qu'il puisse justifier à tout moment de la masse totale de gaz présente dans l'établissement. Il enregistre, archive ce suivi et dispose de consignes et d'un dispositif conforme à l'alinéa précédent permettant de ne pas dépasser la masse maximale prévue.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et du caractère opérationnel du dispositif limiteur de remplissage (éventuellement redondant) au moyen de tests et contrôles réguliers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le démantèlement de la cuve est prévue, en semaine 10..</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra notifier la cessation d'activité de l'installation de stockage de propane à Monsieur le préfet de l'Eure au plus tôt.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Suivi de température

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Relevé des températures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le relevé de températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le registre de relevé de suivi des températures du site. Tous les lundis, le personnel du silo réalise une impression du relevé de température.</p> <p>Un relevé de température est régulièrement enregistré informatiquement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Vieillesse des structures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de contrôle du vieillissement des structures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois du silo. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter toute amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au minimum annuellement et à chaque fois que nécessaire.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté les rapports de suivi annuel du vieillissement du silo, réalisé le 05/06/2024 et le 11/05/2023.</p> <p>Pour réaliser le suivi du vieillissement du silo, l'exploitant a rédigé une procédure pour le contrôle visuel de la tenue des parois du silo dans le temps.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Réception des ouvrages de défense incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2012, article 2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs portatifs adaptés aux risques, en nombre suffisant, judicieusement répartis dans l'établissement. Les extincteurs doivent être visibles, accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement ;</li> <li>- un système d'arrosage fixe sur le réservoir de propane (GPL) à un débit minimal de 6L/min/m<sup>2</sup>, déclenchable par le système d'arrêt d'urgence à commande manuelle et par détection fusible ;</li> </ul> <p>1 poteau d'incendie de 100 mm normalisés (NFS.61.213) piqué par canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200) placé à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci ;</p> <p>une réserve d'eau disponible complémentaire permettant d'assurer un débit total simultané de 120 m3/heure pendant deux heures constituée par le château d'eau implanté à proximité des installations ou tout moyen équivalent ;</p> <p>L'exploitant s'assure du bon accès permanent de la prise d'eau et de sa compatibilité avec les moyens des services de secours des pompiers.</p> <p>En cas d'impossibilité d'assurer les débits minimaux susmentionnés, l'exploitant doit disposer d'une réserve d'eau de 120 m3 au total présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• munie d'une plate-forme d'utilisation offrant une superficie de 32 m<sup>2</sup> (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée de 3 engins de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu,</li> <li>• accessible en toute circonstance, clôturée et munie d'un portillon d'accès,</li> <li>• signalée et entretenue périodiquement,</li> <li>• la hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 mètres,</li> <li>• équipée de branchements (connectiques, ...) permettant une mise en œuvre rapide de l'alimentation en eau, conformément à la norme NFS 61-703 ,</li> <li>• le volume d'eau contenu dans cette réserve doit rester constant en toute saison.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir réceptionné la réserve incendie auprès des services du Service</p>

<p>Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la réserve d'eau ne comporte pas de repère permettant d'évaluer le volume d'eau présent dans ce bassin.</p> <p>L'inspection a constaté que cette réserve n'est pas équipée d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant prendra contact auprès du SDIS de l'Eure pour réceptionner la réserve incendie présente sur son site <b>[délai : 2 mois]</b>.</p> <p><b>Il transmettra le procès verbal (PV) de réception des ouvrages de défense incendie (réserve,...) à l'inspection.</b></p> <p>L'exploitant équipera cette réserve incendie d'un repère permettant d'évaluer le volume d'eau présent dans ce bassin en toutes circonstances.</p> <p>Une bouée de sauvetage ou une main courante de sauvetage sera à implanter au niveau de la réserve incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 13 : Mesures de bruit - rapport de mesures de bruit**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/09/2012, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Cette mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 20/02/2025, l'exploitant a transmis la dernière étude de bruit réalisé, en 2011.</p> <p>Les niveaux de bruits mesurés en période diurne et en période nocturne ainsi que l'émergence sont conformes aux valeurs réglementaires.</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'y a pas de plainte pour le bruit, au cours de ces dernières années et que l'environnement du site n'a pas connu d'évolutions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Même s'il n'y a pas eu de plainte pour le bruit au cours de ces 3 dernières années, l'exploitant</p>

procédera à une étude bruit pour mesurer les niveaux de bruits en période diurne et en période nocturne ainsi que l'émergence <b>[délai : 3 mois]</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois